

RCS : VERSAILLES

Code greffe : 7803

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de VERSAILLES atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2013 B 03979

Numéro SIREN : 422 348 565

Nom ou dénomination : GEDEX

Ce dépôt a été enregistré le 18/01/2018 sous le numéro de dépôt 636

N° 3

n° de
dépôt

636



n° de
gestion

GEDEX

Société par actions simplifiée au capital de 38 112,25 €

Siège Social : 6, rue de la Redoute – 78280 Guyancourt

422 348 565 RCS Versailles

n° de
facture

18 JAN. 2018

Quem.

n° de
chrono

**DECISIONS DE L'ASSOCIEE UNIQUE DU 13 DECEMBRE 2017
AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE CLOS LE 31 AOUT 2017
DECISION PROPOSEE ET ADOPTEE**

DEUXIEME DECISION

Affectation du résultat.

L'Associée Unique décide d'affecter la perte de l'exercice s'élevant à 364.559,87 euros en intégralité au compte de report à nouveau qui ressort, en négatif, à hauteur de 1.324.094,77 euros.

L'Associée Unique constate que les résultats de l'exercice ne permettent pas de reconstituer les capitaux propres de la Société, qui demeurent donc inférieurs à la moitié du capital social.

L'Associée Unique prend acte de ce qu'aucun dividende n'a été distribué au titre des trois derniers exercices.

GEDEX

Société par actions simplifiées unipersonnelle au capital de 38 112,25 €
Siège Social : 6 rue de la Redoute – 78280 Guyancourt
422 348 565 RCS Versailles

POUVOIR

Je soussignée, Nathalie BELLON-SZABO, agissant en qualité de Président de la Société, et en vertu des pouvoirs qui me sont conférés par les statuts,

Donne, par les présentes, pouvoir à : *Nathans BORELHO DE MELO*

en vue d'effectuer au nom et pour le compte de la société, toutes formalités auprès des Centres de Formalités des Entreprises et des Greffes des Tribunaux de Commerce,

A cet effet,

Faire toutes déclarations, signer toutes pièces et documents, effectuer tous dépôts, répondre à toutes demandes, fournir toutes justifications et plus généralement, faire tout ce qui est utile et nécessaire à la société auprès des administrations sus mentionnées.

Fait à *Guyancourt*
Le *17.07.2018*
Nathalie Bellon Szabo

NS

Bilan actif

BILAN-ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	446 332	446 332		
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances sur immobilisations incorporelles				
TOTAL immobilisations incorporelles	446 332	446 332		
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel				
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisations corporelles				
Participations selon la méthode de meq				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
TOTAL immobilisations financières				
Total Actif Immobilisé (II)	446 332	446 332		
Matières premières, approvisionnements				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
TOTAL Stock				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Clients et comptes rattachés	2 947 913		2 947 913	1 541 413
Autres créances	647 551		647 551	1 708 811
Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL Créances	3 595 465		3 595 465	3 250 225
Valeurs mobilières de placement				
(dont actions propres:)				
Disponibilités	6 503		6 503	2 285
TOTAL Disponibilités	6 503		6 503	2 285
Charges constatées d'avance	6 705		6 705	6 388
TOTAL Actif circulant (III)	3 608 672		3 608 672	3 258 898
Frais d'émission d'emprunt à évaluer (IV)				
Primes de remboursement des obligations (V)				
Écarts de conversion actif (V)				
Total Général (I à VI)	4 055 004	446 332	3 608 672	3 258 898

Bilan passif

BILAN-PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
Capital social ou individuel (dont versé :)	38 112	38 112
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont réserve des prov. fluctuation des cours :)		
Autres réserves (dont réserve achat d'œuvres originales d'artistes :)		
TOTAL Réserves		
Report à nouveau	-959 535	-1 008 860
RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	-364 560	49 326
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL CAPITAUX PROPRES (A)		
Produit des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES (B)		
Provisions pour risques	212 463	236 146
Provisions pour charges	33 222	
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (C)	245 685	236 146
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers (dont emprunts participatifs :)		
TOTAL Dettes financières		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 167 387	1 887 403
Dettes fiscales et sociales	2 021 455	1 625 173
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	460 128	431 599
TOTAL Dettes d'exploitation	4 648 970	3 944 175
Produits constatés d'avance		
TOTAL DETTES (D)	4 648 970	3 944 175
Ecart de conversion passif (V)		
TOTAL GENERAL - PASSIF (A + B + C + D + V)	3 989 622	3 230 699

Compte de résultat

Compte de résultat	Exercice N			Exercice N-1
	France	Exportation	Total	
Ventes de marchandises				
Production vendue biens				
Production vendue services	22 606 745		22 606 745	19 502 388
Chiffres d'affaires nets	22 606 745		22 606 745	19 502 388
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			-420	
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges			24 612	162 064
Autres produits			127	5
Total des produits d'exploitation (I)			24 303	19 507 457
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			11 725	5 454
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)			1 086 874	1 304 381
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			16 823 340	13 572 449
Impôts, taxes et versements assimilés			263 444	150 068
Salaires et traitements			3 413 664	3 284 348
Charges sociales			1 428 109	1 321 380
Dotations aux amortissements				0
Dotations aux provisions				
Sur actif circulant : dotations aux provisions				
Pour risques et charges : dotations aux provisions				
Autres charges			1 733	6
Total des charges d'exploitation (II)			25 029 824	19 532 677
RÉSULTAT D'EXPLOITATION			-397 824	26 370
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				
Produits financiers de participations			757	
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés				
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Différences positives de change				80
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total des produits financiers (V)			757	80
Dotations financières aux amortissements et provisions				
Intérêts et charges assimilées			1 030	1 710
Différences négatives de change				74
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total des charges financières (VI)			1 030	1 784
RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)			-273	-1 704
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I-II+III-IV+V-VI)			-398 098	24 666

Compte de résultat (suite)

Compte de résultat (suite)	Exercice N	Exercice N-1
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital		14 525
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Total des produits exceptionnels (VII)		14 525
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	60	
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		14 525
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		
Total des charges exceptionnelles (VIII)	60	14 525
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)	-60	
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)		
Impôts sur les bénéfices (X)	-33 598	-24 659
TOTAL DES PRODUITS (I + II + V + VI)	29 217	29 217
TOTAL DES CHARGES (III + IV + VI + VII + IX + X)	33 877	33 877
BÉNÉFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)	-364 560	49 326



KPMG AUDIT IS
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 86 66
Télécopie : +33 (0)1 55 68 98 29
Site internet : www.kpmg.fr

Gedex S.A.S.

***Rapport du commissaire aux comptes sur les
comptes annuels***

Exercice clos le 31 août 2017
Gedex S.A.S.
6, rue de la Redoute, 78280 Guyancourt
Ce rapport contient 35 pages
Réf. : AD-174-061



KPMG AUDIT IS
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 86 66
Télécopie : +33 (0)1 55 68 98 29
Site internet : www.kpmg.fr

Gedex S.A.S.

Siège social : 6, rue de la Redoute, 78280 Guyancourt
Capital social : € 38 112

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 août 2017

A l'attention de l'Associée unique,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos soins, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Gedex S.A.S. relatifs à l'exercice clos le 31 août 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} septembre 2016 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés à l'Associée unique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents adressés à l'Associée unique sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 8 décembre 2017

KPMG Audit IS



Alphonse Delaroque
Associé



I – Faits marquants de l'exercice

Détail des faits marquants de l'exercice

NEANT

Détail des événements post clôture

NEANT

II - Principes, règles et méthodes

2.1. Principes comptables

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du règlement 2014-03 dans sa version modifiée par les règlements 2015-06 et 2016-07 de l'Autorité des Normes Comptables homologué par arrêté ministériel du 8 septembre 2014 relatif au Plan Comptable Général. Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, de régularité, de sincérité et d'image fidèle conformément aux hypothèses de continuité de l'exploitation, à la permanence des méthodes et à l'indépendance des exercices.

2.2. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'achat, hors frais accessoires et frais financiers.

Les logiciels sont amortis linéairement sur une durée comprise entre 3 et 5 ans.

Les fonds de commerce et les droits au bail qui figurent à l'actif à leur coût d'acquisition ne sont pas amortis. Une dépréciation est constituée lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à leur coût d'acquisition.

2.3. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (coût d'achat et de mise en service).

Les amortissements des immobilisations corporelles sont calculés sur la durée estimée d'utilisation des biens selon le mode linéaire correspondant à l'amortissement économique des biens.

Les principales durées estimées d'utilisation des biens peuvent être résumées comme suit :

- constructions : de 20 à 30 ans
- agencements, aménagements et installations : de 3 à 10 ans
- matériel et outillage : de 3 à 8 ans
- matériel de transport : 4 ans
- mobilier de bureau : de 5 à 8 ans
- matériel de bureau et informatique , y compris logiciel développés en interne: de 3 à 7 ans.

Lorsque la valeur d'usage est inférieure au coût d'acquisition ou à la valeur inscrite au bilan, une dépréciation est constituée.

2.4. Immobilisations financières

Les titres de participation ainsi que les autres titres immobilisés sont évalués à leur prix d'acquisition.

Une dépréciation est constituée, le cas échéant, pour ramener leur valeur au plus bas du coût d'acquisition et de la valeur d'usage appréciée sur la base du potentiel économique de la filiale.

Les autres immobilisations financières , principalement des dépôts et cautionnement, sont évaluées à leur coût d'acquisition. Une dépréciation est constituée lorsque leur valeur d'usage est inférieure à la valeur comptable.

2.5. Stocks

Les matières premières, matières consommables et marchandises sont évaluées au coût réel d'achat selon la méthode du premier entré - premier sorti (ou FIFO).

Lorsque la valeur brute déterminée dans les conditions énoncées ci-dessus est supérieure à la valeur de réalisation probable, une dépréciation est constituée pour le montant de la différence.

2.6. Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Une créance est considérée comme litigieuse lorsqu'elle cumule un retard de plus d'un an de paiement (date d'échéance = date de départ). Dans ce cas, une dépréciation de 100% du montant HT net est comptabilisée.

Les créances sont dépréciées en fonction des risques de non recouvrement, appréciés au cas par cas.

2.7. Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont enregistrées à leur coût d'acquisition. Si la valeur de marché à la date de la clôture est inférieure au cours d'achat, une provision est constituée afin de ramener la valeur de bilan à la valeur de réalisation.

2.8. Subventions d'exploitation et/ou subventions d'investissement

Les subventions d'exploitation soumises à conditions suspensives sont prises en compte en résultat courant au fur et à mesure de la réalisation des objectifs et des dépenses engagées en matière d'emploi.

Les subventions d'investissement obtenues sans clause résolutoire ou suspensive pour participer au financement d'une immobilisation amortissable sont prises en compte en résultat exceptionnel sur la même durée et sur le même rythme que l'amortissement de l'immobilisation ainsi acquise.

2.9. Provisions

Litiges

D'une manière générale, chacun des litiges connus dans lesquels la société est impliquée a fait l'objet d'un examen à la date d'arrêté des comptes par la direction. Après avis des conseils externes, le cas échéant, les provisions jugées nécessaires ont été constituées pour couvrir les risques estimés.

Provisions pour situation nette négative

Une analyse de la situation nette des filiales est réalisée chaque année et une provision pour risques et charges est constituée, si besoin, pour couvrir la situation nette négative des filiales.

2.10. Indemnités de départ à la retraite

Les engagements en matière d'indemnités de départ à la retraite sont évalués à la valeur actuelle probable des droits acquis en tenant compte des dispositions de la convention collective, des augmentations de salaires jusqu'à l'âge de départ à la retraite, de la rotation du personnel et des tables de mortalité.

Les engagements ainsi calculés ne sont pas provisionnés et font l'objet d'une information en « Engagements hors bilan ».

Les indemnités de départ à la retraite sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont effectivement supportées.

2.11. Gratifications accordées au titre des médailles du travail

Les engagements relatifs aux gratifications accordées au titre des médailles du travail sont évalués à la valeur actuelle probable des droits acquis en tenant compte des dispositions légales et des accords d'entreprise en fonction d'hypothèses actuarielles tenant compte principalement de la rotation du personnel et des tables de mortalité. Les engagements ainsi calculés sont comptabilisés en charges à payer.

Les écarts résultant des changements d'hypothèses actuarielles sont comptabilisés en résultat dès qu'ils sont constatés.

Les gratifications au titre des médailles du travail sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont effectivement supportées.

2.12. Résultat exceptionnel

Les produits et charges exceptionnels sont constitués essentiellement du résultat de cessions d'immobilisations, de pénalités sur contrat, de reprises et dotations sur provisions pour situations nettes négatives, d'amendes et contraventions et de vols de caisses.

2.13. Intégration fiscale

La société fait partie du périmètre d'intégration fiscale du Groupe Sodexo dont la société mère est Sodexo SA. La société se trouve dans une situation identique à celle qui aurait été la sienne si elle était restée imposée séparément.

2.14. Chiffre d'affaires

Les produits et revenus sont constatés à la suite de la réalisation de la prestation de services suivant les conditions contractuelles.

2.15. CICE

Le Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) est imputable sur l'impôt société et correspond à 7% des rémunérations versées à compter du 1er janvier 2017, 6% des rémunérations versées au titre des années civiles 2016, 2015 & 2014 et 4% au titre de l'année civile 2013, inférieures ou égales à 2,5 fois le SMIC.

La société a estimé le crédit d'impôt acquis au titre de l'année civile 2017, en tenant compte des hypothèses de rémunérations de fin d'année civile (13ème mois, primes, ...) des personnes éligibles à ce crédit d'impôt. La quote-part du crédit d'impôt acquis au titre des salaires versés au 31 août 2017 a été reconnue en produit à recevoir dans les comptes de la société à cette même date. Ce produit est présenté en moins de la charge d'impôt sur les sociétés au compte de résultat et en créance envers l'Etat au bilan.

Le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) dont a bénéficié l'entreprise au cours de l'exercice a été utilisé conformément aux dispositions prévues à l'article 244 quater C du CGI, et a permis le financement de l'amélioration de sa compétitivité à travers notamment des efforts en matière d'investissement, d'innovation et de reconstitution du fonds de roulement.

2.16. Effort construction

La société a pris l'option de procéder à des versements sous forme de prêts à compter de l'exercice civil 2016.

2.17. Entreprises liées

Les transactions visées par le règlement ANC 2014-03 ont été conclues avec des filiales détenues en totalité ou avec des sociétés sœurs détenues directement ou indirectement par la société Sodexo SA et à des conditions normales de marché. A ce titre, elles ne sont pas présentées de manière détaillée dans la présente annexe.

2.18. Rémunération des organes de direction

La rémunération des organes de Direction n'est pas communiquée.
Cela conduirait à indiquer la rémunération d'une personne.

III - Compléments d'informations relatifs au bilan et compte de résultat

Bilan actif

BILAN-ACTIF	Exercice N		Exercice N-1	
	Brut	Amortissements	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	446 332	446 332		
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances sur immobilisations incorporelles				
TOTAL Immobilisations incorporelles	446 332	446 332		
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel				
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL Immobilisations corporelles				
Participations selon la méthode de meq				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
TOTAL immobilisations financières				
Total Actif Immobilisé (II)	446 332	446 332		
Matières premières, approvisionnements				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
TOTAL Stock				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Clients et comptes rattachés	2 947 913		2 947 913	1 541 413
Autres créances	647 551		647 551	1 708 811
Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL Créances	3 595 465		3 595 465	3 250 225
Valeurs mobilières de placement				
(dont actions propres:)				
Disponibilités	6 503		6 503	2 285
TOTAL Disponibilités	6 503		6 503	2 285
Charges constatées d'avance	6 705		6 705	6 388
TOTAL Actif circulant (III)	3 608 672		3 608 672	3 258 898
Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
Primes de remboursement des obligations (V)				
Écarts de conversion actif (VI)				
Total Général (I à VI)	4 055 004	446 332	3 608 672	3 258 898

Bilan passif

BILAN-PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
Capital social ou individuel (dont versé :)	38 112	38 112
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont réserve des prov. fluctuation des cours :)		
Autres réserves (dont réserve achat d'œuvres originales d'artistes :)		
TOTAL Réserves		
Report à nouveau	-959 535	-1 008 860
RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	-364 560	49 326
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)	-1 285 983	-921 423
Produit des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES (II)		
Provisions pour risques	212 463	236 146
Provisions pour charges	33 222	
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (III)	245 685	236 146
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers (dont emprunts participatifs :)		
TOTAL Dettes financières		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 167 387	1 887 403
Dettes fiscales et sociales	2 021 455	1 625 173
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	460 128	431 599
TOTAL Dettes d'exploitation	4 648 970	3 944 175
Produits constatés d'avance		
TOTAL DETTES (IV)	4 648 970	3 944 175
Ecart de conversion passif (V)		
TOTAL GENERAL - PASSIF (I à V)	3 608 672	3 258 898

Compte de résultat

Compte de résultat	Exercice N			Exercice N-1
	France	Exportation	Total	
Ventes de marchandises				
Production vendue biens				
Production vendue services	22 606 745		22 606 745	19 502 388
Chiffres d'affaires nets	22 606 745		22 606 745	19 502 388
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			-420	
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges			24 612	162 064
Autres produits			127	5
Total des produits d'exploitation (I)			22 631 064	19 664 457
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			11 725	5 454
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)			1 086 874	1 304 381
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			16 823 340	13 572 449
Impôts, taxes et versements assimilés			263 444	150 068
Salaires et traitements			3 413 664	3 284 348
Charges sociales			1 428 109	1 321 380
Dotations aux amortissements	sur			0
Dotations aux provisions	immobilisations			
Sur actif circulant : dotations aux provisions				
Pour risques et charges : dotations aux provisions				
Autres charges			1 733	6
Total des charges d'exploitation (II)			23 028 889	19 638 087
RÉSULTAT D'EXPLOITATION			-397 824	26 370
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				
Produits financiers de participations			757	
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés				
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Différences positives de change				80
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total des produits financiers (V)			757	80
Dotations financières aux amortissements et provisions				
Intérêts et charges assimilées			1 030	1 710
Différences négatives de change				74
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total des charges financières (VI)			1 030	1 784
RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)			-273	-1 704
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I-II+III-IV+V-VI)			-398 098	24 666

Compte de résultat (suite)

Compte de résultat (suite)	Exercice N	Exercice N-1
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital		14 525
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Total des produits exceptionnels (VII)		14 525
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	60	
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		14 525
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		
Total des charges exceptionnelles (VIII)	60	14 525
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)	-60	
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)		
Impôts sur les bénéfices (X)	-33 598	-24 659
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	22 631 821	19 679 062
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	22 996 381	19 629 736
BÉNÉFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)	-364 560	49 326

Immobilisations

Cadre A		IMMOBILISATIONS	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations	
				Reevaluation	Acqu. et apports
		Frais d'établissement et de développement (I)			
		Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)	446 332		
		Terrains			
		Constructions			
		Sur sol propre			
		Sur sol d'autrui			
		Installations générales, agencements et aménagements des constructions			
		Installations techniques, matériel et outillage industriels			
		Autres immobilisations corporelles			
		Installations générales, agencements, aménagements divers			
		Matériel de transport			
		Matériel de bureau et mobilier informatique			
		Emballages récupérables et divers			
		Immobilisations corporelles en cours			
		Avances et acomptes			
		TOTAL (III)			
		Participations évaluées par mise en équivalence			
		Autres participations			
		Autres titres immobilisés			
		Prêts et autres immobilisations financières			
		TOTAL (IV)			
		TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	446 332		
Cadre B		IMMOBILISATIONS	Diminutions	Valeur brute à la fin de l'exercice	Réévaluation
			Virement		Valeur d'origine
		Frais d'établissement et de développement (I)			
		Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)		446 332	
		Terrains			
		Constructions			
		Sur sol propre			
		Sur sol d'autrui			
		Installations générales, agencements et aménagements des constructions			
		Installations techniques, matériel et outillage industriels			
		Autres immobilisations corporelles			
		Installations générales, agencements, aménagements divers			
		Matériel de transport			
		Matériel de bureau et mobilier informatique			
		Emballages récupérables et divers			
		Immobilisations corporelles en cours			
		Avances et acomptes			
		TOTAL (III)			
		Participations évaluées par mise en équivalence			
		Autres participations			
		Autres titres immobilisés			
		Prêts et autres immobilisations financières			
		TOTAL (IV)			
		TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)		446 332	

Amortissements

Cadre A		SITUATION ET MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE			
Immobilisations amortissables		Début d'exercice	Augment	Diminutions	Fin de l'exercice
Frais d'établissement et de développement (I)					
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)		446 332			446 332
Terrains					
Constructions	Sur sol propre				
	Sur sol d'autrui				
	Installations générales, agencements				
Installations techniques, matériels et outillages					
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements divers				
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau, informatique et mobilier				
	Emballages récupérables et divers				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (III)					
TOTAL GENERAL (I + II + III)		446 332			446 332

Cadre B		VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES					
Immos	DOTATIONS			REPRISES			Fin de l'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exceptionnel	
Frais étab							
Autres							
Terrains							
Constructions :							
sol propre							
sol autrui							
Install.							
Autres Immobilisations :							
Inst. techn.							
Inst gén.							
M.Transport							
Mat bureau.							
Emball.							
CORPO.							
Acquis. de titres							
TOTAL							

Cadre C		Charges réparties sur plusieurs exercices		Début de l'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice
Frais d'émission d'emprunt à étaler							
Primes de remboursement des obligations							

Provisions

Nature des provisions	Débit de l'exercice	Dotations	Reprises	Fin de l'exercice
Provisions gisements miniers et pétroliers				
Provisions investissements				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
- Dont majorations exceptionnelles de 30%				
Provisions implantation étranger avant 1.1.1992				
Provisions implantation étranger après 1.1.1992				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
TOTAL (I)				
Provisions pour litige				
Provisions pour garantie				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretien				
Provisions pour charges soc et fisc sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	236 146	161 984	152 444	245 685
TOTAL (II)	236 146	161 984	152 444	245 685
Provisions sur immobilisations incorporelles				
Provisions sur immobilisations corporelles				
Provisions sur titres mis en équivalence				
Provisions sur titres de participation				
Provisions sur autres immos financières				
Provisions sur stocks				
Provisions sur comptes clients				
Autres provisions pour dépréciations				
TOTAL (III)				
TOTAL GENERAL (I + II + III)	236 146	161 984	152 444	245 685
Dont dotations et reprises d'exploitation		161 984	152 444	
Dont dotations et reprises financières				
Dont dotations et reprises exceptionnelles				
dépréciations des titres mis en équivalence				

Provisions pour risques et charges

Rubriques	Situation et mouvements				
	Provisions au début de l'exercice	Augmentations dotations de l'exercice	Diminutions		Provisions à la fin de l'exercice
			Montants utilisés au cours de l'exercice	Montants non utilisés repris au cours de l'exercice	
Provision Attribution actions gratuites	236 146	128 761	152 444		212 463
Provision AGA contribution patron.		33 222			33 222
TOTAL	236 146	161 983	152 444		245 685

Créances et Dettes

Cadre A		Etat des créances	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
Créances rattachées à des participations					
Prêts					
Autres immobilisations financières					
TOTAL DES CREANCES LIEES A L'ACTIF IMMOBILISE					
Clients douteux ou litigieux					
Autres créances clients			2 947 913	2 947 913	
Créances représentatives de titres prêtés					
Personnel et comptes rattachés			23 388	23 388	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux					
Etat et autres					
collectivités publiques					
Etat - divers					
Groupes et associés			304 020	252 984	51 036
Débiteurs divers			65 171	65 171	
TOTAL CREANCES LIEES A L'ACTIF CIRCULANT			3 595 465	3 522 376	73 089
Charges constatées d'avance			6 705	6 705	
TOTAL DES CREANCES			3 602 169	3 529 080	73 089
Prêts accordés en cours d'exercice					
Remboursements obtenus en cours d'exercice					
Prêts et avances consentis aux associés					
Cadre B	Etat des dettes	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an et - de cinq ans	A plus de cinq ans
Emprunts obligataires convertibles					
Autres emprunts obligataires					
Emprunts auprès des établissements de crédits moins de 1 an à l'origine					
Emprunts auprès des établissements de crédits plus de 1 an à l'origine					
Emprunts et dettes financières divers					
Fournisseurs et comptes rattachés		2 167 387	2 167 387		
Personnel et comptes rattachés		811 022	811 022		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		543 687	543 687		
Etat et autres collectivités publiques					
Etat et autres					
collectivités publiques					
Etat - divers					
Groupes et associés		349 090	349 090		
Autres dettes		111 037	111 037		
Dette représentative de titres empruntés					
Produits constatés d'avance					
TOTAL DES DETTES		4 648 970	4 648 970		
Emprunts souscrits en cours d'exercice			Emprunts auprès des associés personnes physiques		
Emprunts remboursés en cours d'exercice					



Charges à payer

Charges à payer	Montant
Pers. - Provisions pour 13 ème mois brutes	108 673
Pers. - Provisions pour P.O. brutes	430 389
Pers. - Provisions primes de précarité CDD brutes	7 810
Pers. - C.Soc. sur provisions P.O.	206 586
Pers. - C.Soc. sur provisions primes de précarité	3 638
Pers. - Provisions comité d'entreprise	11 501
Prov.médailles du Travail	13 247
Pers. - C.Soc. sur provisions 13ème mois	50 204
Personnel - Charges à payer FAFIH	16 988
ETAT CAP FONGECIF	3 968
Provision Réduction Fillon	890
Etat - Charges à payer CFE	36 845
Etat - Charges à payer Taxe d'apprentissage	11 173
Etat - Charges à payer Véhicules de tourisme	6 500
Provision Charge Alloc Familiale	767
Clients - avoirs à établir	54 914
Clients - avoirs à établir groupe	56 124
Agefip - Taxe Handicapes	6 448
Fournisseurs - Factures non parvenues	117 803
Charges à payer Commissaires aux comptes	7 200
Pers. - Provisions pour congés payés brut	193 125
Pers. - Provisions RTT brut	6 756
Pers. - Prov congés divers 18	8 243
Pers. - Prov JFG HCR ctg 31	31 277
Pers. - Prov CSoc. sur congés payés	90 638
Pers. - Prov CSoc. sur RTT	3 158
Pers. - Prov Congés divers 18 CS	3 798
Pers. - Prov CSoc. JFG HCR ctg 31	14 899
Autres Charges à payer	78 889
TOTAL	1 582 451

Produits constatés d'avance

[illegible]

Variation des capitaux propres

CAPITAUX PROPRES	Ouverture	Augment.	Diminut.	Distribut. dividendes	Affectati on du résultat N-1	Apports et fusions	Clôture
Capital social ou individuel	38 112						38 112
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...							
Ecart de réévaluation							
Réserve légale							
Réserves statutaires ou contractuelles							
Réserves réglementées							
Autres réserves							
Report à nouveau	-1 008 860				49 326		-959 534
Résultat de l'exercice	49 326	-364 560	49 326				-364 560
Subventions d'investissement							
Provisions réglementées							
TOTAL CAPITAUX PROPRES	-921 423	-364 560	49 326		49 326		-1 285 983

Ventilation du chiffre d'affaires en k€

Ventilation du chiffre d'affaires	Exercice N	Exercice N-1	Variation
Répartition par secteur d'activité			
Ventes de marchandises			%
Production vendue biens			%
Production vendue services	22 607	19 502	16%
Répartition par marché géographique			
Chiffres d'affaires nets-France	22 607	19 502	16%
Chiffres d'affaires nets-Export			%
Chiffres d'affaires nets	22 607	19 502	16%

Transferts de charges

Nature des transferts de charges	Montant
Refacturation éléments sociaux, personnel repris	24 612
TOTAL	24 612

Charges et produits exceptionnels

Libellé	Charges exceptionnelles	Produits exceptionnels
AMENDES	60	
TOTAL	60	

Charges et Produits financiers

31/08.2017	
	Total
Intérêts sur emprunts & dettes	
Intérêts sur comptes courants	1030
Intérêts sur dettes commerciales	
Commissions sur cautions bancaires	
Intérêts sur emprunts	
Pertes de change	
Autres charges financières	
Total charges financières	1 030
Dividendes reçus	
Gains de change	
Revenus des comptes courants	757
Intérêts de retard	
Revenus de créances	
Refacturation de frais financiers	
Revenus sur comptes bancaires	
Revenus sur prêts	
Autres produits financiers	
Revenus sur créances rattachées à des participations	
Total produits financiers	757

Impôt sur les bénéfices

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices	Resultat avant impôt	Impôt
Résultat courant	-398 098	
Résultat exceptionnel	-60	
Participation		
Résultat comptable (avant IS)	-398 158	
Détail de l'impôt sur le résultat courant	Base	
Résultat courant y compris participation	-398 098	
Total des réintégrations :	37 324	
Total des déductions :	10 428	
TOTAL courant	-371 202	-33 598
Détail de l'impôt exceptionnel	Base	
Résultat exceptionnel	-60	
Total des réintégrations :	60	
Total des déductions :		
TOTAL exceptionnel		
Imputation des déficits antérieurs		
TOTAL	-371 202	-33 598

Suivi des déficits

Suivi des déficits	Montant
Déficits restant à reporter au titre de l'exercice précédent	1 202 296
Déficits provenant des sociétés absorbées	
Total des déficits restant à reporter au titre de l'exercice précédent	1 202 296
Déficits imputés	
Imputations sur les plus-values nettes à long terme	
Imputations sur les résultats de l'exercice	
Déficits reportables	1 202 296
Déficits de l'exercice	371 202
Total des déficits restant à reporter	1 573 498

Fiscalité différée

Libellé	Base	Impôt
Bases d'allègement de la dette future d'impôt		
Charges non déductibles temporairement :		
Participation		
Contribution sociale de solidarité		
Autres risques et charges provisionnés		
Charges à déduire ultérieurement :		
Provision retraite		
Autres charges		
Créances Litigieuses		
Total allègements de la dette future d'impôt		
Déficits reportables fiscalement	1 573 498	524 447
Situation fiscale latente nette	1 573 498	524 447

Dans un souci de simplification, nous avons retenu un taux d'IS à 33.33%.

Crédit-bail

	Terrains	Constructions	Installations matériels outillages	Autres	Total
Valeur d'origine					
Amortissements :					
• Cumuls exercices antérieurs					
• Dotation de l'exercice					
Total					
Redevances payées :					
• Cumuls exercices antérieurs					
• Exercices					
Total					
Redevances restant à payer :					
• A 1 an au plus					
• A plus d'1 an et 5 ans au plus					
• A plus de 5 ans					
Total					
Valeur résiduelle :					
• A 1 an au plus					
• A plus d'1 an et 5 ans au plus					
• A plus de 5 ans					
Total					
Montant pris en charge dans l'exercice					
Les engagements reçus en matière de crédit-bail correspondent aux obligations contractuelles de rachat de matériel par le client, en cas de résiliation anticipée.					

Engagements hors bilan

Catégorie d'engagement	Total	< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans
Engagements donnés (à détailler)				
Retraite	410 620			410 620
I. Total engagements donnés	410 620			410 620
Engagements reçus (à détailler)				
II. Total engagements reçus				
Engagements réciproques (à détailler)				
III. Total engagements réciproques				

Engagements pris en matière de retraite

Engagements retraite	Provisionné	Non provisionné
I. D. R. 2016/2017		410 620
I. D. R. 2015/2016		373 792

Nombre de parts correspondantes :2 500

Nombre de parts correspondantes :

Valeur nominale de l'action: 15.24 €

Capital détenu par les personnes physiques :

Capital détenu par les personnes physiques :							
Nom	Prénom	% détention	Nombre de parts	N°	Voir	CP	Commune

Effectifs

Effectif	Effectif moyen salarié	
	N	N-1
Ingénieurs et Cadres	29	27
Agents de maîtrise	6	7
Employés	5	2
TOTAL	40	36

(1) Dont la valeur d'inventaire excède un certain pourcentage (déterminé par la réglementation) du capital de la société astreinte à la publication. Lorsque la société a annexé à son bilan, un bilan des comptes consolidés conformément à la réglementation, cette société ne donne des renseignements que globalement (§ B) en distinguant (a) filiales françaises (ensemble) et (b) filiales étrangères (ensemble).
(2) Pour chaque filiale et entité avec laquelle la société a un lien de participation indiquant la dénomination et le siège social.
(3) Les filiales et participations étrangères qui, par suite d'une dérogation, ne seraient pas inscrites au § A sont inscrites sous ces rubriques.

**IDENTITE DES SOCIETES MERES CONSOLIDANT
LES COMPTES DE LA SOCIETE**

Dénomination sociale - siège social	Forme	Montant capital	% détenu
SODEXO S.A. - SIRET N°301 940 219 14572 255 Quai de la Bataille de Stalingrad 92130 ISSY LES MOULINEAUX	S.A.	603 321 796	100%